

Analyse l'effet des institutions de microfinance (IMF) sur l'inclusion financière en République Démocratique du Congo de 2009 à 2020

Analysis of the Impact of Microfinance Institutions (MFIs) on Financial Inclusion in the Democratic Republic of the Congo from 2009 to 2020.

Auteur 1 : NDAKAISHE MASUMBUKO Jean.

Auteur 2 : FARAY MAKONGA Fabrice.

Auteur 3 : MWENDA MWANANDEKE MARTIN.

NDAKAISHE MASUMBUKO Jean, Licencié en Economie Monétaire, Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/Université de KINDU, République Démocratique du Congo

FARAY MAKONGA Fabrice, Diplômé d'études supérieures en économie monétaire, financière et internationale, Assistant de deuxième mandat au domaine des sciences économiques et de gestion/Université de Kindu, République Démocratique du Congo

MWENDA MWANANDEKE MARTIN, Licencié en sciences politiques et administratives, Chef de travaux au sciences des sciences juridiques, politiques et administratives/Université de Kindu, République Démocratique du Congo

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : NDAKAISHE MASUMBUKO .J, FARAY MAKONGA .F & MWENDA MWANANDEKE .M (2026) « Analyse l'effet des institutions de microfinance (IMF) sur l'inclusion financière en République Démocratique du Congo de 2009 à 2020 », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 0134 – 0156.



DOI : 10.5281/zenodo.20311139

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Ce papier s'est proposé d'analyser l'effet des institutions de microfinance (IMF) sur l'inclusion financière en République Démocratique du Congo entre 2009 et 2020. L'objectif principal était d'évaluer dans quelle mesure les IMF contribuent à l'inclusion financière à travers l'encours des crédits, des dépôts et les taux d'intérêt, tout en examinant leur relation avec la croissance économique mesurée par le PIB par habitant. Les conclusions majeures révèlent que, sur le long terme, l'encours des crédits stimule l'inclusion financière, tandis que les taux d'intérêt et les IDE exercent des effets négatifs. À court terme, les dépôts favorisent l'inclusion, mais l'indice de liberté économique agit négativement. Le test de causalité montre que les taux d'intérêt influencent la croissance, laquelle accroît l'épargne dans les IMF. Ces résultats appellent à des politiques de régulation des taux, de promotion du crédit, de mobilisation de l'épargne et de stabilité institutionnelle

Mots clés : Microfinance, inclusion financière, croissance économique, modèle ARDL, causalité Toda-Yamamoto.

Abstract

This study investigates the impact of microfinance institutions (MFIs) on financial inclusion in the Democratic Republic of Congo (DRC), where a significant share of the population remains excluded from the formal banking system. The objective is to assess how MFIs contribute to financial inclusion through credit, deposits, and interest rates, while examining their causal relationship with economic growth, measured by GDP per capita. Using an ARDL model and the Toda-Yamamoto causality test on quarterly data from 2009 to 2020, the results indicate that, in the long run, outstanding credit significantly promotes financial inclusion, whereas interest rates and foreign direct investment (FDI) have negative effects. In the short run, deposits stimulate inclusion, while the economic freedom index exerts a temporary negative influence. Causality analysis shows that MFI interest rates affect economic growth, which in turn positively influences savings deposits in MFIs. These findings highlight the need for targeted policies on credit expansion, interest rate regulation, savings mobilization, and institutional stability.

Keywords: Microfinance, financial inclusion, economic growth, ARDL model, Toda-Yamamoto causality.

Introduction

Ce travail s'inscrit dans le débat contemporain sur l'inclusion financière, considérée comme un levier essentiel de développement économique et social. Dans un contexte où près de 74 % de la population adulte congolaise demeure exclue des services financiers formels, la microfinance apparaît comme une alternative prometteuse, mais son efficacité réelle reste discutée. L'objectif de cette recherche est de montrer comment les IMF contribuent à l'inclusion financière en RDC, en analysant l'effet des crédits, des dépôts et des taux d'intérêt, ainsi que l'existence d'un lien de causalité avec la croissance économique. La structure de l'étude se déploie en cinq volets : une revue de littérature théorique et empirique, une méthodologie fondée sur le modèle ARDL et le test de Toda-Yamamoto, une présentation des résultats, une discussion critique confrontée aux travaux antérieurs, et enfin une conclusion assortie de recommandations pour les décideurs.

Au cours des deux dernières décennies, la question de l'inclusion financière a pris une place centrale dans les débats sur le développement économique et social. Les institutions internationales, à l'instar de la Banque mondiale et du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), considèrent l'inclusion financière comme un instrument déterminant pour favoriser l'autonomisation des populations, réduire la pauvreté et stimuler une croissance économique inclusive (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2018 ; CGAP, 2020). L'inclusion financière, définie comme l'accès équitable et l'utilisation effective de services financiers formels et adaptés, est désormais intégrée aux Objectifs de développement durable (ODD), en particulier à travers l'ODD 1 (élimination de la pauvreté) et l'ODD 8 (travail décent et croissance économique). Pourtant, selon les estimations récentes de la Banque mondiale (2021), près de 1,7 milliard d'adultes dans le monde demeurent exclus du système financier formel, freinant les opportunités économiques et limitant la participation au marché global. Dans les pays en développement, cette exclusion financière se traduit par une forte dépendance aux circuits informels de financement, souvent onéreux et risqués, qui accentuent la vulnérabilité des ménages. Le phénomène est particulièrement marqué en Afrique subsaharienne où, malgré l'essor de solutions innovantes comme le mobile banking, les taux de pénétration bancaire demeurent faibles et les inégalités d'accès aux services financiers persistent (Zins & Weill, 2016). Dans cette région, l'économie reste largement dominée par le secteur informel, et la majorité des petites entreprises comme des ménages pauvres n'ont pas accès au crédit ni aux produits d'épargne formels, ce qui entrave leurs possibilités d'investissement productif et leur capacité à résister aux chocs économiques. Dans ce contexte, la microfinance s'est imposée comme une alternative prometteuse, offrant des services de proximité adaptés aux populations vulnérables (Armendáriz & Morduch, 2010).

La République Démocratique du Congo (RDC) illustre de manière particulière la gravité de ce défi. Pays doté d'un immense potentiel en ressources naturelles, elle figure paradoxalement parmi les États ayant les taux d'inclusion financière les plus faibles en Afrique. Selon la Banque mondiale (2023), environ 74 % de la population adulte congolaise demeure exclue des services financiers formels. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : faible densité bancaire, infrastructures défaillantes, instabilité politique, pauvreté généralisée, et environnement institutionnel contraignant (Kabongo, 2020). Bien que plus de 120 institutions de microfinance (IMF) soient agréées, leur impact reste limité, avec une couverture essentiellement urbaine et une présence quasi inexistante en zones rurales.

De plus, la microfinance en RDC est confrontée à des défis structurels majeurs : taux d'intérêt élevés (souvent supérieurs à 30 % par an), faible capacité technique et managériale de certaines IMF, et réglementation parfois restrictive (Bateman & Chang, 2012 ; Ministère des Finances, 2021). Ces contraintes limitent la portée de la microfinance et posent la question de son efficacité réelle comme levier de développement et d'inclusion financière. Ainsi, l'enjeu congolais ne réside pas seulement dans la multiplication quantitative des IMF, mais surtout dans leur capacité à offrir des services accessibles, adaptés et durables, tout en contribuant à la croissance économique.

La littérature économique attribue à la microfinance un rôle crucial dans le renforcement de l'inclusion financière, en permettant aux populations exclues d'accéder au crédit, à l'épargne et à d'autres services financiers. Des auteurs tels que Yunus (2006) affirment que la microfinance contribue à l'autonomisation des ménages pauvres et à l'amélioration de leur bien-être. Cependant, d'autres analyses soulignent les limites et effets pervers du secteur, notamment les risques de surendettement, les coûts prohibitifs des crédits et l'absence d'impact significatif sur la réduction structurelle de la pauvreté (Bateman & Chang, 2012 ; Camara & Tuesta, 2014).

En RDC, ce débat prend une résonance particulière : alors que la microfinance est censée être un vecteur d'inclusion, son effet réel demeure ambigu. En pratique, les IMF se heurtent à un paradoxe : elles s'étendent numériquement, mais leur capacité à transformer de manière durable les conditions économiques des populations reste limitée. Ce constat soulève une interrogation fondamentale : Comment les institutions de microfinance (IMF) contribuent-elles à renforcer l'inclusion financière en République Démocratique du Congo ?

Derrière cette question centrale se déclinent plusieurs préoccupations spécifiques :

1. Quel est l'effet de l'encours des crédits des IMF sur l'inclusion financière en RDC ?
2. Dans quelle mesure l'encours des dépôts dans les IMF influence-t-il l'inclusion financière ?
3. Quel est l'impact du taux d'intérêt pratiqué par les IMF sur l'inclusion financière ?

4. Existe-t-il une relation de causalité entre la microfinance et la croissance économique en RDC ?

L'objectif général de cette recherche est de montrer comment les IMF contribuent à l'inclusion financière en RDC. Plus précisément, il s'agit : (i) d'analyser l'effet des crédits, dépôts et taux d'intérêt sur l'inclusion financière, (ii) et de déterminer l'existence et la direction d'un lien de causalité entre la microfinance et la croissance économique.

L'originalité de ce travail réside dans son double apport théorique et empirique. D'un point de vue théorique, il enrichit le débat sur le rôle de la microfinance dans les pays à institutions fragiles et faible densité bancaire, en mettant l'accent sur un contexte encore peu exploré : la RDC. D'un point de vue empirique, il mobilise une approche économétrique combinant un modèle ARDL pour analyser les relations de long terme et un test de causalité de Toda-Yamamoto afin d'examiner les interactions dynamiques entre inclusion financière et croissance économique. Contrairement à de nombreuses études centrées sur l'Afrique de l'Ouest ou l'Asie du Sud, ce travail s'ancre spécifiquement dans l'expérience congolaise, caractérisée par des contrastes entre potentiel économique et exclusion financière persistante.

Ainsi, cet article vise à éclairer les décideurs politiques et les praticiens sur les conditions nécessaires pour que la microfinance devienne un véritable levier d'inclusion et de transformation socio-économique en RDC.

La suite de l'article s'articule en cinq volets : une revue de littérature sur la microfinance et l'inclusion financière, complétée par des travaux empiriques et le positionnement de l'étude ; une méthodologie détaillant les données de 2009 à 2020, les variables, ainsi que le recours au modèle ARDL et au test de Toda-Yamamoto ; des résultats incluant analyses descriptives, estimations à court et long terme et tests de causalité ; une discussion confrontant ces résultats à la littérature, en soulignant forces, limites et implications pour la politique économique en RDC ; et enfin une conclusion assortie de recommandations, qui répond à la problématique, évalue les hypothèses et propose des pistes de recherche futures.

1. Revue de littérature

1.1. Théories sur la microfinance et l'inclusion financière

La littérature économique offre deux grandes familles d'approches permettant de comprendre la place de la microfinance dans les économies en développement : l'approche classique d'inspiration néolibérale et l'approche keynésienne revisitée par les néokeynésiens.

Du côté *classique*, McKinnon et Shaw (1973) posent les bases de la théorie de la répression financière, selon laquelle les politiques monétaires expansionnistes, les taux d'intérêt

artificiellement bas et la régulation excessive du secteur bancaire découragent l'épargne et réduisent l'investissement. Ils soutiennent qu'une libéralisation financière, via la libération des taux d'intérêt et le renforcement du rôle du marché, favorise la mobilisation de l'épargne et améliore l'allocation des ressources. Dans cette logique, la microfinance apparaît comme une réponse aux carences des systèmes bancaires traditionnels, permettant d'inclure les exclus du crédit, notamment les micro-entrepreneurs. Cette vision est complétée par la *théorie des coûts de transaction* (Coase, 1937 ; Williamson, 1985), qui met en avant le rôle des intermédiaires financiers dans la réduction des coûts fixes associés à l'octroi de petits prêts, souvent non rentables pour les banques traditionnelles. La microfinance, en rationalisant ces coûts par des méthodes adaptées, se présente donc comme une solution efficace pour surmonter l'exclusion.

Du côté *néokeynésien*, l'accent est mis sur les imperfections du marché du crédit, particulièrement *l'asymétrie d'information* (Stiglitz & Weiss, 1981). Celle-ci engendre deux phénomènes : l'anti-sélection (les emprunteurs risqués sont surreprésentés dans la demande de crédit) et l'aléa moral (modification des comportements après l'octroi du prêt). Ces imperfections expliquent le rationnement du crédit, même en présence de liquidités abondantes, ce qui contribue à l'exclusion financière des populations pauvres. Le modèle de Stiglitz et Weiss démontre que le rationnement découle d'un équilibre de marché et non d'une contrainte exogène. Dans ce cadre, les institutions de microfinance (IMF) représentent un mécanisme institutionnel innovant pour pallier ces défaillances, en s'appuyant sur la proximité, la connaissance des clients et des mécanismes collectifs de garantie.

Enfin, les débats autour de la *libéralisation financière* et des marchés informels enrichissent cette analyse. Pour les néolibéraux, l'existence d'un secteur informel est le signe de la répression financière ; sa disparition est envisagée comme un aboutissement de la libéralisation (McKinnon, 1973). À l'inverse, les néo-structuralistes (Taylor & Van Wijnbergen, 1983) considèrent que les marchés financiers informels jouent un rôle crucial dans les économies en développement, en permettant une allocation flexible du crédit et en compensant les insuffisances du secteur formel. Ainsi, la microfinance s'inscrit dans une dynamique intermédiaire, combinant l'efficacité organisationnelle du formel avec la proximité relationnelle de l'informel.

1.2.Travaux empiriques sur finance, microfinance et croissance

Goldsmith (1969) a été le premier à mettre en évidence une corrélation entre développement financier et croissance économique, en étudiant 35 pays entre 1860 et 1963. Bien que novateur, son travail n'identifiait pas la direction de causalité. Plus tard, King et Levine (1993) ont confirmé, à travers un panel de 80 pays (1960–1989), qu'un secteur financier développé favorise la croissance via une meilleure allocation du crédit, notamment en direction des entreprises privées. Dans la même

veine, Berthélemy et Varoudakis (1998) ont introduit une approche par données de panel, mettant en lumière des effets de seuil : le développement financier ne stimule la croissance qu'à partir d'un certain niveau d'organisation institutionnelle.

De nombreuses études récentes ont spécifiquement évalué l'effet de l'inclusion financière. Andrianaivo et Kpodar (2011), sur 44 pays africains, montrent qu'une amélioration de l'accès aux services financiers accroît significativement la croissance économique. Wong (2015) confirme cet effet positif dans les pays en développement, tout comme Kim et al. (2017) pour un échantillon de 55 pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (1990–2013). Inoue et Hamouri (2016) ont observé que la densité bancaire (succursales et distributeurs) favorise la croissance dans 37 pays d'Afrique subsaharienne. Des résultats similaires sont obtenus par Sethi et Acharyaa (2018), qui concluent qu'une inclusion financière accrue soutient la croissance dans 31 pays.

Toutefois, certains travaux nuancent ces conclusions. Quinn (1997) et Mougani (2012) montrent, via des modèles VAR, que certaines variables financières, comme des taux d'intérêt mal calibrés, peuvent décourager l'épargne et avoir un effet négatif sur la croissance. Mbaye (2002), en étudiant le Sénégal, conclut que c'est la croissance économique qui tire le développement financier et non l'inverse, soulignant une causalité inversée.

En Afrique, plusieurs études récentes confirment le rôle central de la microfinance dans la réduction de l'exclusion financière. Onaolapo (2015) montre, au Nigéria, que l'inclusion financière agit positivement sur la croissance à travers la réduction de la pauvreté. Kabikissa (2020), dans le cas du Congo, utilise un modèle ARDL et montre que l'inclusion financière (nombre de banques, IMF, comptes bancaires, crédits au secteur privé) stimule significativement le PIB hors pétrole. Il souligne notamment l'importance du crédit bancaire comme variable centrale du financement de l'économie congolaise. Ces résultats corroborent l'idée que l'accès au crédit est un facteur de croissance inclusive.

1.3. Positionnement de l'étude

La littérature théorique et empirique met en évidence trois grands constats :

1. La microfinance et l'inclusion financière apparaissent comme des réponses aux limites du système bancaire classique, soit par la levée des contraintes de répression financière (McKinnon & Shaw), soit par la correction des asymétries d'information (Stiglitz & Weiss).
2. Les travaux empiriques montrent dans l'ensemble un effet positif du développement financier et de l'inclusion financière sur la croissance, même si certaines études identifient des effets ambigus ou inverses, liés notamment aux contextes institutionnels, aux taux d'intérêt et à la structure du secteur informel.

3. L'Afrique subsaharienne, et en particulier la RDC, reste sous-étudiée. Si certains travaux (Kabikissa, 2020) mettent en évidence un lien positif entre inclusion financière et croissance au Congo, peu d'études intègrent une perspective dynamique de long terme, mobilisant à la fois des méthodes économétriques robustes (ARDL, Toda-Yamamoto) et des variables représentatives de l'inclusion financière.

Ainsi, l'étude proposée se positionne comme une contribution originale en examinant la relation entre microfinance, inclusion financière et croissance économique en RDC, en prenant en compte les spécificités structurelles (importance du secteur informel, dépendance aux ressources naturelles, fragilité institutionnelle). Elle vise à combler le manque de recherches quantitatives sur la RDC, en mettant à l'épreuve les hypothèses théoriques issues des approches classiques et néokeynésiennes, et en confrontant les résultats aux expériences empiriques observées ailleurs en Afrique et dans le monde.

2. Méthodologie

2.1. Données utilisées

L'étude repose sur des données macroéconomiques et financières trimestrielles couvrant la période 2009–2020. Le choix de la fréquence trimestrielle s'explique par la volonté d'allonger l'échantillon temporel afin d'améliorer la robustesse des estimations économétriques et de pallier le problème de faible disponibilité des séries annuelles en RDC. Ces données proviennent principalement de la Banque Centrale du Congo (BCC), de la Banque mondiale et de bases statistiques internationales telles que QOG, complétées par des rapports institutionnels des divisions provinciales des PME et de la Direction de la microfinance. La construction des séries a nécessité une opération de « trimestrialisation » afin de rendre les observations comparables et utilisables dans les modèles dynamiques.

2.2. Variables retenues

La variable dépendante choisie pour mesurer l'inclusion financière est le nombre de comptes bancaires ouverts dans les établissements de crédit (LNCO), pris en logarithme. Ce choix, bien qu'imparfait, se justifie par le rôle du compte bancaire comme première porte d'entrée vers les services financiers formels (paiements, épargne, crédit, transferts).

Les variables explicatives principales sont issues du secteur de la microfinance :

➤ *Encours des crédits (LEC, log)*

Sur le plan théorique, la microfinance constitue une réponse au problème du rationnement du crédit mis en évidence par Stiglitz et Weiss (1981), en réduisant les asymétries d'information et les coûts de transaction (Coase, 1937 ; Williamson, 1985). Dans la perspective de l'approche « finance-leading » (Patrick, 1966) et de l'intermédiation efficiente (Levine, 1997), l'expansion du crédit

permet de relâcher la contrainte de liquidité, de favoriser l'adoption de services financiers formels et de soutenir l'investissement des ménages ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), renforçant ainsi l'inclusion financière.

D'un point de vue empirique, les données du *Global Findex* mettent en évidence le rôle déterminant du crédit dans l'ouverture de comptes bancaires et l'accès aux services financiers (Demirgüç-Kunt et al., 2018). En Afrique, plusieurs travaux confirment qu'un secteur du crédit plus développé est positivement corrélé à un niveau d'inclusion financière plus élevé (Zins & Weill, 2016 ; Inoue & Hamori, 2016 ; Kim et al., 2017).

➤ ***Encours des dépôts (LED, log)***

La mobilisation de l'épargne élargit les fonds prêtables (McKinnon, 1973 ; Shaw, 1973) et renforce la viabilité des IMF (mission d'intermédiation et transformation d'échéances). Dans les modèles de croissance endogène, la finance accroît l'efficacité allocative et l'épargne utile (Pagano, 1993 ; Levine, 1997). Par ailleurs, l'accès à un produit d'épargne simple est souvent la première porte d'entrée vers la bancarisation (Sarma, 2008). En Afrique, la densité de dépôts et l'usage des comptes sont corrélés à l'inclusion (Zins & Weill, 2016). Des travaux récents confirment l'effet rapide des dépôts sur l'inclusion dans les contextes à forte informalité (Ngaruko, 2020).

➤ ***Taux d'intérêt débiteur (TI)***

Des taux élevés accroissent le coût d'emprunt, réduisent la demande de crédit et peuvent exacerber l'anti-sélection/aléa moral (Stiglitz & Weiss, 1981). Le compromis « pérennité-mission » des IMF implique que des tarifs trop élevés freinent l'outreach (accès) des clients vulnérables. Les études sur microfinance montrent qu'un coût de crédit élevé freine l'utilisation des services formels et peut déplacer la demande vers l'informel (Cull, Demirgüç-Kunt & Morduch, 2009). Des travaux macro (Boyd & De Nicoló, 2005) relient des taux élevés à une activité réelle plus faible, cohérent avec une inclusion moindre.

À ces variables centrales s'ajoutent des facteurs structurels :

➤ ***PIB par habitant (LPIBH, log)***

Sur le plan théorique, l'élévation du revenu renforce la capacité des ménages à épargner, à emprunter et à recourir aux services financiers formels. Cette logique s'inscrit dans la perspective « demand-following » (Patrick, 1966), selon laquelle la croissance économique stimule la profondeur financière. Sur le plan empirique, le revenu par habitant constitue un prédicteur robuste de l'utilisation des services financiers (Demirgüç-Kunt et al., 2018). En Afrique, plusieurs travaux confirment une relation positive et significative entre le niveau de revenu et l'inclusion financière (Zins & Weill, 2016 ; Park & Mercado, 2018).

➤ **Investissements directs étrangers (IDE)**

Sur le plan théorique, les IDE peuvent, lorsqu'ils sont orientés vers les secteurs financiers ou de la distribution, contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière en transférant des technologies, en diffusant de nouvelles pratiques et en stimulant la concurrence bancaire. Toutefois, lorsqu'ils se concentrent principalement dans des secteurs d'enclave, notamment extractifs, leur capacité de diffusion reste limitée, ce qui peut réduire leur impact sur l'élargissement de l'accès aux services financiers et, dans certains cas, détourner des ressources sans bénéfices directs pour l'inclusion locale. Empiriquement, certains travaux montrent que les IDE orientés vers le secteur financier favorisent la profondeur et l'accès aux services financiers (Efobi & Asongu, 2016 ; Anwar & Nguyen, 2011). Néanmoins, d'autres études mettent en évidence des effets nuls ou négatifs, fortement dépendants de l'orientation sectorielle des IDE et de la qualité de la gouvernance nationale (Quinn, 1997 ; Mougani, 2012). Dans les économies dominées par les IDE extractifs, l'impact observé sur l'inclusion financière demeure généralement limité, voire négatif.

➤ **Indice de liberté économique (ILE)**

Sur le plan théorique, des institutions qualifiées d'inclusives, caractérisées par la protection des droits de propriété, la promotion de la concurrence, la discipline budgétaire et la qualité de la réglementation favorisent une meilleure allocation du capital, stimulent l'entrée de nouveaux acteurs, encouragent l'innovation dans les produits financiers et renforcent la protection des déposants (North, 1990 ; Levine, 1997, 2005 ; Acemoglu & Robinson, 2012). Sur le plan empirique, plusieurs travaux montrent qu'une amélioration de la liberté économique et de la qualité institutionnelle est positivement associée à une pénétration financière accrue (Chiu et al., 2020 ; Svirydzenka, 2016 ; Beck et al., 2009). Toutefois, dans certains contextes, des réformes rapides et insuffisamment séquencées peuvent générer des effets transitoirement négatifs, en fragilisant les dispositifs financiers de proximité, notamment dans les environnements de déréglementation dépourvus de garde-fous adéquats.

Tableau 1 : Synthèse des signes attendus pour chaque variable explicative

Variable	Définition	Signe attendu	Justification principale
LEC (Log Encours des crédits)	Volume de financement accordé par les IMF	+	Le crédit détend la contrainte de liquidité et favorise l'accès aux services financiers (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Levine, 1997).
LED (Log Encours des dépôts)	Épargne mobilisée par les IMF	+	Les dépôts constituent souvent la première étape d'inclusion et renforcent la viabilité des IMF (McKinnon, 1973 ; Sarma, 2008).

TI d'intérêt débiteur)	(Taux Coût du crédit pour les clients	-	Des taux élevés réduisent la demande de crédit et freinent l'accès des populations vulnérables (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Cull et al., 2009).
LPIBH PIB habitant)	(Log par Niveau de revenu par tête	+	Le revenu accroît la capacité à utiliser des services financiers (Patrick, 1966 ; Demirgüç-Kunt et al., 2018).
IDE (Investissements directs étrangers)	Flux de capitaux étrangers	± (ambigü)	Effet positif si orientés vers le secteur financier, négatif/négligeable si concentrés dans des secteurs d'enclave (Efobi & Asongu, 2016 ; Mougani, 2012).
ILE (Indice de liberté économique)	Qualité de l'environnement institutionnel	+ (long terme) ; ± (court terme)	Favorise concurrence et innovation financière à long terme, mais réformes rapides peuvent créer des effets transitoires négatif

Source : L'auteur à partir de fondements théoriques

2.3. Justification du choix du modèle ARDL et du test de Toda-Yamamoto

Le choix du modèle ARDL et du test de causalité de Toda-Yamamoto s'explique par une double logique épistémologique et pragmatique. Sur le plan épistémologique, la recherche adopte une posture positiviste, privilégiant l'analyse quantitative et la vérification empirique des hypothèses issues des théories financières classiques et néokeynésiennes. Le raisonnement est hypothético-déductif : à partir de fondements théoriques (rationnement du crédit, rôle du revenu, impact des taux d'intérêt), des hypothèses sont formulées puis testées sur données réelles. Sur le plan méthodologique, l'ARDL est adapté aux échantillons de petite taille et permet de distinguer les dynamiques de court et de long terme, ce qui est crucial dans un contexte de données limitées comme celui de la RDC. Le test de Toda-Yamamoto complète cette approche en offrant une analyse robuste des relations causales sans exiger la stationnarisation complète des séries, ce qui réduit les biais et préserve l'information en niveau. Ce positionnement méthodologique traduit une volonté de concilier rigueur scientifique et pertinence contextuelle.

En complément, l'étude mobilise le test de causalité de Toda et Yamamoto (1995), qui offre un avantage par rapport aux tests de causalité de Granger classiques. En effet, cette approche ne requiert ni la stationnarisation complète des séries, ni la vérification préalable de la cointégration, ce qui constitue un atout majeur pour des échantillons restreints. Elle permet ainsi de préserver l'information en niveau, tout en réduisant les biais liés aux contraintes économétriques, et de fournir une analyse robuste des relations causales entre inclusion financière et croissance économique.

2.4. Spécification du modèle

Sous forme dynamique $ARDL(p, q_1, q_2, \dots, q_6)$, le modèle estimable est :

$$\begin{aligned} \Delta LNCO_t = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \beta_i LNCO_{t-i} + \sum_{j=0}^{q_1} \theta_j \Delta LEC_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_2} \varphi_j \Delta LED_{t-j} \\ & + \sum_{j=0}^{q_3} \psi_j \Delta TI_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_4} \delta_j \Delta LPIBH_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_5} \lambda_j \Delta IDE_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_6} \mu_j \Delta ILE_{t-j} \\ & + \rho_1 LNCO_{t-1} + \rho_2 LEC_{t-1} + \rho_3 LED_{t-1} + \rho_4 TI_{t-1} + \rho_5 LPIBH_{t-1} + \rho_6 IDE_{t-1} \\ & + \rho_7 ILE_{t-1} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

Où

α_0 : constante du modèle ; elle capte les autres influences fixes sur $\Delta LNCO_t$ non intégrées dans les variables explicatives ;

β_i : représente les effets de retard (ou dynamiques propres) de l'inclusion financière sur elle-même à court terme. Ces termes capturent l'inertie de l'inclusion financière, c'est-à-dire de la persistance de l'inclusion financière passée dans l'inclusion financière présente ;

Les paramètres $(\theta_j, \varphi_j, \psi_j, \delta_j, \lambda_j, \mu_j)$ montrent la réaction immédiate ou différée de l'inclusion financière respectivement aux variations de LEC, LED, TI, LPIBH, IDE et ILE à court terme ;

ρ_1 : représente l'effet de correction d'erreur (ECM) et doit être négatif et significatif pour confirmer l'existence d'une cointégration ;

Les autres ρ_2 à ρ_7 mesurent l'effet permanent ou structurel de chaque variable explicative sur le niveau d'inclusion financière ;

ε_t : le terme résiduel du modèle, supposé avoir une espérance nulle, une variance constante, et être non autocorrélé.

Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servons des critères d'information (Akaike-AIC, Schwarz-SIC et Hannan-Quin) pour déterminer les décalages optimaux (p, q) du modèle ARDL, par parcimonie¹.

Notons qu'après l'estimation du modèle, une série de tests sera effectuée (LM test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey/BG (lag = 2), test de normalité des résidus de Jarque Berra, test d'homoscédasticité (soit le test de Breush-Pagan-Godfrey/BPG, celui de Harvey, celui de Glejser, celui de ARCH ou White selon le cas, etc.), test de la bonté globale du modèle par le test de spécification de Ramsey, test de stabilité, etc) pour tester la validité du modèle ARDL estimé.

¹Technique qui consiste à retenir le modèle significatif (faible AIC, SIC) qui a le moins de paramètres.

Enfin, pour compléter l'analyse, un VAR augmenté est estimé conformément à la méthodologie de Toda-Yamamoto, permettant de tester la direction de la causalité entre inclusion financière, microfinance et croissance économique.

3. Interprétation des résultats

Cette section vise à examiner empiriquement la relation entre la microfinance et l'inclusion financière en RDC. Il est organisé en cinq sections, qui comprennent l'analyse statistique descriptive des variables, l'analyse de la corrélation, l'analyse stochastique des variables, l'analyse de la cointégration, enfin la présentation et l'interprétation des résultats.

3.1. Résultats de la statistique descriptive

Tableau 2 : Statistique descriptive des variables

	LNCO	LEC	LED	TI	LPIBH	IDE	ILE
Moyenne	14.96049	18.52498	18.87577	15.90190	6.114530	4.484251	5.110000
Maximum	15.67270	18.91512	19.40108	29.93944	6.391181	13.82605	5.589063
Minimum	14.00437	17.52181	17.76316	-	5.699171	11.05909	4.661562
Ecart type	0.650069	0.362658	0.372122	13.02038	0.200133	4.122107	0.217713
Skewness	-	-1.056074	-	-	-	-	-
	0.543588		0.972261	1.461218	0.682647	0.422046	0.036660
Kurtosis	1.510425	3.152672	3.952880	4.093410	2.625982	6.564865	2.728867
Jarque-Bera (JB)	6.801572	8.968951	9.378294	19.47236	4.007833	26.84151	0.157778
Probabilité de JB	0.033347	0.011283	0.009195	0.000059	0.134806	0.000001	0.924142
Observations	48	48	48	48	48	48	48

Source : L'auteur à partir de Eviews 12

L'analyse descriptive met en évidence des caractéristiques contrastées des variables retenues. Le nombre de comptes ouverts (LNCO) présente une moyenne relativement élevée (14,96), traduisant une progression de l'inclusion financière, mais sa distribution est légèrement biaisée à gauche et dévie de la normalité. L'encours des crédits (LEC) et des dépôts (LED) affichent des moyennes proches (18,52 et 18,88), confirmant un équilibre entre offre de crédit et mobilisation de l'épargne,

bien que leurs distributions rejettent également l'hypothèse de normalité. Le taux d'intérêt (TI), en moyenne à 15,9 %, montre une forte variabilité (écart-type de 13,02), reflétant l'instabilité des conditions de financement. Le PIB/habitant (LPIBH) est relativement stable et conforme à la normalité, tandis que les investissements directs étrangers (IDE) apparaissent très volatils, en lien avec l'instabilité politique et économique du pays. Enfin, l'indice de liberté économique (ILE) se distingue par une stabilité et une distribution normale, ce qui en fait une variable structurelle constante.

3.2. Résultats de corrélation

Tableau 3 : Corrélation entre les variables

	LNCO	LEC	LED	TI	LPIBH	IDE	ILE
LNCO	1.000000						

LEC	0.857616	1.000000					
	(0.0000)	-----					
LED	0.771879	0.944226	1.000000				
	(0.0000)	(0.0000)	-----				
TI	-	-	-	1.000000			
	0.648269	0.354869	0.327871	-----			
	(0.0000)	(0.0133)	(0.0229)				
LPIBH	0.843907	0.939095	0.957322	-	1.000000		
	(0.0000)	(0.0000)	(0.0000)	0.420226	-----		
				(0.0029)			
IDE	-	-	-	0.307469	-	1.000000	
	0.458361	0.127758	0.041226	(0.0335)	0.216735	-----	
	(0.0011)	(0.3868)	(0.7808)		(0.1390)		
ILE	0.063722	0.356503	0.230035	0.485342	0.185740	0.111969	1.000000
	(0.6670)	(0.0129)	(0.1157)	(0.0005)	(0.2062)	(0.4486)	-----

Source : Auteur à partir du logiciel Eviews13

Où () : Probabilité associée à la statistique de Student

Les corrélations confirment des relations significatives : une forte corrélation positive entre crédits, dépôts et nombre de comptes ouverts, soulignant le rôle central de l'intermédiation financière dans l'inclusion. Le PIB/habitant est également positivement associé à ces variables, ce qui traduit une interaction entre croissance et accès financier. En revanche, les taux d'intérêt présentent une corrélation négative avec l'inclusion financière et le PIB/habitant, confirmant leur effet dissuasif sur

l'accès au crédit et l'activité économique. Les IDE affichent des corrélations faibles, voire négatives, suggérant qu'ils ne profitent pas directement au secteur financier inclusif.

3.3. Résultats de stationnarité

Tableau 4 : Test de racine unitaire (test de stationnarité des variables)

Variables	Statistique ADF		Décision
	Niveau	Première différence	
LNCO		6.708204***	I(1)
LEC		-3.097604***	I(1)
LED		-3.776219***	I(1)
TI		-2.983937***	I(1)
LPIBH		-6.708204***	I(1)
IDE		-5.640682***	I(1)
ILE	-2.961400**		I(0)

Source : L'auteur, à partir du logiciel Eviews12.

Les symboles (***) et (**) indiquent respectivement la significativité de la statistique d'ADF au seuil de 1% et 5%

Les tests de stationnarité d'ADF montrent que toutes les variables sont intégrées d'ordre un I(1), sauf l'indice de liberté économique qui est stationnaire en niveau. Cette combinaison justifie le recours au modèle ARDL, adapté aux séries mixtes I(0) et I(1).

3.4. Résultats de la cointégration

Tableau 5 : Résultats du test de cointégration aux bornes (Bound Test)

Hypothèse testée	Statistique F calculée	Valeur critique I(0)	Valeur critique I(1)	Décision
H0 : Pas de relation de long terme	3.863534	2.270	3.280	Cointégration confirmée

Source : Résultats de l'auteur, à partir d'Eviews 12.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la statistique F calculée (3.863534) est supérieure à la borne supérieure critique au seuil de 5% (3.380), ce qui permet de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme. Ainsi, on conclut à l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Par conséquent, l'estimation d'un modèle à correction d'erreur qui décrit l'ajustement de court terme des variables vers la relation d'équilibre de long terme trouve sa place.

3.5. Présentation et interprétation des résultats du modèle ARDL

Le modèle ARDL (1,0,1,0,1,1,0) a été retenu comme optimal selon le critère d'Akaike. Les tests de diagnostic montrent l'absence d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité, confirmant la robustesse du modèle. Bien que les résidus ne suivent pas strictement une distribution normale, la stabilité des coefficients est vérifiée par le test CUSUM (voir les annexes), validant la pertinence de l'estimation.

Tableau 6 : Récapitulatifs des tests sur les résidus

Test de corrélation sérielle (Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test)	
Statistique-F : 0.637498	Prob : 0.5348
Obs*R-carré : 1.698791	Prob : 0.4277
Test d'hétéroscédasticité (ARCH test)	
Statistique-F : 1.385383	Prob : 0.2455
Obs*R-carré : 1.404144	Prob : 0.2360
Test de Normalité des résidus de JarqueBera (JB)	
JB : 246.7684	Prob : 0.0000

Source : L'auteur à partir du logiciel *Eviews12*

Tableau 7 : Les résultats de l'estimation

Variable dépendante : LNCO	
Long terme	
Variables indépendantes	Coefficients
LEC	2.413610***
LED(-1)	-0.364387
TI	-0.013092***
LPIBH(-1)	-0.667968
ILE(-1)	-0.003452
IDE	-0.036226**
C	-18.52448**
Court terme	
Variables indépendantes	Coefficients
ECM	-0.511437***
D(LED)	1.684639***
D(LPIBH)	0.409452
D(ILE)	-0.548024***
R ²	0.530241
R ² adj	0.497467
F stat	16.17876***

Source : Nos estimations à partir du logiciel *Eviews 13*

NB : (***) et (**) montrent respectivement la significativité des coefficients au seuil de 1% et 5%. Les résultats de court terme révèlent que les dépôts (LED) exercent un effet positif et significatif sur l'inclusion financière. Cela montre que la mobilisation de l'épargne renforce la capacité des IMF à

élargir leur offre de services. L'indice de liberté économique (ILE), en revanche, a un effet négatif et significatif, suggérant que certaines réformes structurelles peuvent, dans l'immédiat, réduire la portée des IMF. Le PIB/habitant n'a pas d'effet significatif, traduisant la déconnexion entre revenu moyen et accès effectif aux services financiers dans un contexte d'informalité élevée. Le coefficient d'ajustement (ECM) est négatif et significatif (-0,51), confirmant un retour rapide vers l'équilibre après un choc.

À long terme, l'encours des crédits (LEC) exerce un effet positif et significatif sur l'inclusion financière, validant l'idée que l'accès au crédit est un levier essentiel en RDC. À l'inverse, les taux d'intérêt (TI) et les IDE ont des effets négatifs significatifs : des conditions de financement trop coûteuses et des investissements étrangers orientés vers des secteurs extractifs freinent l'accès des populations aux services financiers. Les dépôts et le PIB/habitant ne sont pas significatifs, ce qui peut traduire une faible culture d'épargne et une inégalité de répartition des revenus. L'indice de liberté économique reste non significatif à long terme, suggérant que ses effets structurels ne se traduisent pas en gains d'inclusion dans un environnement institutionnel instable.

Tableau 8 : Résultats de causalité (Toda-Yamamoto)

k	d _{max}	Variable dépendante	Variables explicatives/VC(Probabilité)						
			LNCO	LEC	LED	TI	LPIBH	IDE	ILE
		LNCO	—	6.646243 (0.0360)	0.569946 (0.7520)	14.38364 (0.0008)	2.140097 (0.3430)	2.628730 (0.2686)	5.790172 (0.0553)
		LEC	0.076487 (0.9625)	—	0.315823 (0.8539)	1.319567 (0.5170)	0.575547 (0.7499)	0.362606 (0.8342)	0.067808 (0.9667)
		LED	0.653178 (0.7214)	4.934842 (0.0848)	—	0.612302 (0.7363)	9.811839 (0.0074)	1.798644 (0.4068)	0.290666 (0.8647)
2	1	TI	1.046814 (0.5925)	1.068148 (0.5862)	1.817931 (0.4029)	—	1.118488 (0.5716)	1.364954 (0.5054)	10.98643 (0.0041)
		LPIBH	2.944937 (0.2294)	3.505924 (0.1733)	5.239269 (0.0728)	9.523118 (0.0086)	—	1.272391 (0.5293)	0.403738 (0.8172)
		IDE	0.079926 (0.9608)	0.680132 (0.7117)	0.175863 (0.9158)	0.843872 (0.6558)	0.927675 (0.6289)	—	0.489576 (0.7829)
		ILE	0.218036 (0.8967)	4.468538 (0.1071)	6.245054 (0.0440)	2.753420 (0.2524)	1.067523 (0.5864)	0.584362 (0.7466)	—

Source : L'auteur à partir du logiciel *Eviews12*

Le test de causalité de Toda-Yamamoto révèle plusieurs relations significatives. Premièrement, le nombre de comptes ouverts (LNCO) est causé par l'encours des crédits (LEC), le taux d'intérêt (TI) et l'indice de liberté économique (ILE). Ces résultats confirment que l'expansion du crédit et des conditions financières favorables stimulent directement l'inclusion, tandis que l'environnement institutionnel joue également un rôle indirect. Deuxièmement, le PIB/habitant (LPIBH) cause les dépôts (LED), confirmant qu'une amélioration des revenus favorise la mobilisation de l'épargne. Troisièmement, l'ILE cause le taux d'intérêt (TI), ce qui reflète l'effet des réformes institutionnelles sur les conditions de financement. Enfin, les taux d'intérêt influencent le PIB/habitant, validant l'hypothèse d'un canal de transmission financier vers la croissance.

Ces résultats montrent l'existence de causalités unidirectionnelles et multidimensionnelles, où les crédits et les conditions financières apparaissent comme les moteurs principaux de l'inclusion, tandis que le revenu et l'environnement institutionnel influencent indirectement les dépôts et les taux d'intérêt.

Sur le plan économique, l'ensemble des résultats souligne plusieurs enseignements majeurs. D'abord, la microfinance contribue effectivement à l'inclusion financière en RDC, principalement par le biais de l'expansion des crédits. Toutefois, ce potentiel est entravé par des taux d'intérêt élevés et par la faiblesse structurelle de la culture d'épargne. Ensuite, les IDE, bien qu'importants pour la croissance globale, ne soutiennent pas directement l'inclusion, car orientés vers des secteurs peu inclusifs comme les industries extractives. De plus, l'indice de liberté économique, souvent perçu comme favorable aux réformes, produit des effets ambigus, traduisant un contexte institutionnel fragile où certaines réformes peuvent réduire l'efficacité des IMF. Enfin, la causalité confirmée entre conditions de crédit, inclusion et croissance suggère que la microfinance joue un rôle stratégique dans la transmission entre secteur financier et économie réelle.

En résumé, la microfinance en RDC apparaît comme un levier de développement inclusif, mais son efficacité est conditionnée par un meilleur encadrement des taux d'intérêt, une mobilisation accrue de l'épargne locale et une réorientation des investissements étrangers vers des secteurs favorisant l'accès aux services financiers.

4. Discussion des résultats

Les résultats obtenus dans cette étude confirment en grande partie les conclusions de la littérature empirique sur la microfinance et l'inclusion financière, tout en apportant des éléments originaux adaptés au contexte congolais. En particulier, l'effet positif et significatif de l'encours des crédits et des dépôts sur l'inclusion financière s'inscrit dans la continuité des travaux de Demirgüç-Kunt, Klapper, Singer et Ansar (2018) à travers la base de données *Global Findex*, qui mettent en évidence le rôle central du crédit et de l'épargne dans l'ouverture de comptes et l'accès aux services financiers

dans les économies à faibles revenus. Ces résultats sont également cohérents avec ceux de Zins et Weill (2016) sur l'Afrique, qui montrent que l'offre de produits financiers de proximité stimule l'inclusion, même si son impact peut varier selon le niveau de revenu et la confiance dans le système bancaire. Dans le cas de la RDC, le constat que les dépôts jouent un rôle immédiat à court terme rejoint les observations de Sarma (2008), qui identifie la mobilisation de l'épargne comme une porte d'entrée déterminante vers l'inclusion financière dans les contextes caractérisés par une forte informalité.

À l'échelle régionale, les résultats de Ngaruko (2020) sur l'Afrique centrale confirment la distinction observée ici entre effets de court et de long terme : les facteurs opérationnels comme l'accès aux dépôts et aux crédits produisent des effets rapides sur l'inclusion, tandis que les facteurs structurels tels que la liberté économique ou la stabilité macroéconomique exercent une influence différée. Cette lecture rend compte du rôle positif de l'encours des dépôts à court terme dans notre modèle, mais aussi de la non-significativité du PIB/habitant et des IDE à court terme. Ce résultat rejoint Bisimwa, Masaki et Bwana (2021) pour la RDC, qui montrent que le revenu moyen et les IDE ne favorisent pas directement la bancarisation, en raison de leur concentration dans des secteurs peu inclusifs. Toutefois, notre étude apporte une nuance importante : à long terme, les IDE ont un effet négatif significatif sur l'inclusion, ce qui laisse penser que les flux d'investissements étrangers, orientés principalement vers les industries extractives, ne se traduisent pas par une amélioration de l'accès financier pour la majorité de la population. Ce constat est relativement rare dans la littérature et souligne l'inadéquation entre l'allocation sectorielle des IDE et les besoins d'inclusion.

Un autre apport majeur de cette recherche concerne l'effet négatif de l'indice de liberté économique à court terme. Si, en théorie, une plus grande liberté économique est censée renforcer l'environnement institutionnel et stimuler l'innovation financière (North, 1990 ; Acemoglu & Robinson, 2012), nos résultats suggèrent qu'en RDC, certaines réformes libérales mal encadrées peuvent nuire aux IMF communautaires et aux petits opérateurs économiques. Ce constat rejoint les critiques de Bateman (2010), pour qui la microfinance perd sa vocation sociale dans des contextes de libéralisation excessive sans régulation adéquate. L'originalité de ce résultat réside dans sa mise en évidence statistique dans un modèle ARDL appliqué à la RDC, alors que la plupart des travaux antérieurs se limitaient à des constats qualitatifs ou régionaux.

La principale force de cette étude réside dans son approche intégrée. Contrairement à plusieurs travaux antérieurs qui se focalisent soit sur les variables de microfinance, soit sur les variables macroéconomiques, ce travail combine les deux dimensions (LEC, LED, TI, PIB/habitant, IDE, ILE), permettant ainsi de mieux comprendre les interactions complexes entre inclusion financière et environnement structurel. Le recours au modèle ARDL, adapté aux séries mixtes $I(0)$ et $I(1)$, offre

également une robustesse méthodologique en distinguant les dynamiques de court et long terme. De plus, le test de causalité de Toda-Yamamoto apporte un éclairage supplémentaire en mettant en évidence des liens directionnels entre crédits, taux d'intérêt et inclusion, renforçant ainsi la validité des résultats. Enfin, l'utilisation de données trimestrielles couvrant plus d'une décennie (2009–2020) permet de capter les évolutions récentes liées à la libéralisation financière et à l'essor des IMF en RDC.

Toutefois, l'étude présente aussi certaines limites. D'abord, la qualité et la disponibilité des données constituent une contrainte majeure en RDC, où les statistiques financières sont souvent fragmentées ou incomplètes. Cela limite la précision de certaines estimations, en particulier pour les IDE et l'indice de liberté économique. Ensuite, le modèle ARDL, bien qu'efficace, ne permet pas de saisir toutes les non-linéarités et asymétries possibles entre variables, comme l'a montré la littérature récente sur les modèles NARDL (Shin, Yu & Greenwood-Nimmo, 2014). Par ailleurs, l'étude ne prend pas en compte certains déterminants qualitatifs de l'inclusion financière, tels que la confiance dans les institutions, la digitalisation des paiements ou l'éducation financière, qui auraient pu enrichir l'analyse. Enfin, la période considérée (2009–2020) inclut des chocs exogènes comme la chute des prix des matières premières ou la crise sanitaire de 2020, dont les effets spécifiques n'ont pas été isolés.

5. Conclusion et recommandations

La présente étude avait pour objectif central d'analyser l'effet des institutions de microfinance (IMF) sur l'inclusion financière en RDC, dans un contexte marqué par une forte prévalence de l'informalité et une exclusion persistante des populations du système bancaire traditionnel. À travers l'utilisation d'un modèle ARDL et du test de causalité de Toda-Yamamoto, appliqués sur des données trimestrielles de 2009 à 2020, il s'est agi de mettre en évidence les déterminants de l'inclusion financière, en distinguant les effets de court et de long termes, et d'examiner la nature des liens de causalité avec la croissance économique.

Les résultats empiriques confirment que les IMF constituent un vecteur majeur d'inclusion financière en RDC, mais que leur efficacité est conditionnée par un environnement macroéconomique et institutionnel approprié. À long terme, l'encours des crédits (LEC) apparaît comme le facteur structurant de l'inclusion financière, validant l'hypothèse selon laquelle l'accès au financement est décisif pour élargir la bancarisation. En revanche, le taux d'intérêt (TI) et les investissements directs étrangers (IDE) exercent des effets négatifs significatifs, ce qui infirme l'hypothèse d'un effet homogène et positif des flux financiers sur l'inclusion. À court terme, ce sont les dépôts (LED) qui jouent un rôle prépondérant, traduisant l'importance des comportements d'épargne comme premier pas vers la formalisation financière. Le rôle négatif transitoire de l'indice de liberté économique (ILE) révèle quant à lui les limites de certaines réformes libérales inadaptées au tissu socio-économique congolais.

Le test de causalité de Toda-Yamamoto enrichit cette analyse en démontrant que le taux d'intérêt (TI) exerce une influence causale sur la croissance économique, alors que la croissance ne rétroagit que sur l'encours des dépôts (LED). Ces résultats traduisent une interdépendance asymétrique entre microfinance, inclusion et croissance, qui souligne le caractère stratégique d'une politique de financement adaptée au contexte congolais.

En somme, la problématique initiale, à savoir dans quelle mesure les IMF favorisent l'inclusion financière et influencent la croissance, trouve une réponse nuancée : les IMF jouent un rôle positif et significatif, mais leur impact reste vulnérable aux contraintes de coût du crédit, aux flux financiers externes peu inclusifs et à des réformes institutionnelles parfois mal encadrées. Les hypothèses initiales sont donc partiellement confirmées : si le crédit et l'épargne favorisent effectivement l'inclusion, l'effet sur la croissance économique dépend largement des conditions de financement et du cadre institutionnel.

Ces résultats appellent plusieurs recommandations de politique économique :

1. **Promouvoir l'accès au crédit productif** : les autorités congolaises devraient renforcer les mécanismes d'octroi de crédits accessibles, notamment pour les petites entreprises et les

ménages à faibles revenus, en allégeant les garanties exigées et en soutenant l'expansion responsable des IMF. La mise en place de fonds de garantie publics et l'appui aux tontines modernisées pourraient faciliter ce processus.

2. **Encadrer les taux d'intérêt pour favoriser l'inclusion** : compte tenu de l'effet négatif des taux d'intérêt sur l'inclusion, il est indispensable de mettre en place une régulation adaptée afin d'éviter des coûts prohibitifs pour les emprunteurs. Une tarification inclusive, associée à des lignes de crédit bonifiées par la Banque centrale du Congo, permettrait de limiter les risques d'exclusion.
3. **Orienter les IDE vers des projets inclusifs** : le caractère défavorable des IDE à long terme appelle à une redéfinition des priorités d'attraction des investissements étrangers. Des incitations fiscales et réglementaires pourraient être introduites pour orienter ces flux vers des secteurs favorisant la bancarisation (agriculture, services financiers de proximité, fintechs locales).
4. **Valoriser l'épargne comme moteur immédiat d'inclusion** : la promotion d'une culture de l'épargne à travers l'éducation financière, l'offre de comptes simplifiés et de produits d'épargne adaptés aux bas revenus, ainsi que la digitalisation des services, est une condition essentielle pour accroître rapidement l'inclusion financière.
5. **Accompagner les réformes économiques d'un soutien social ciblé** : afin d'atténuer les effets négatifs transitoires de certaines réformes libérales, il conviendrait de coupler les politiques de libéralisation avec des dispositifs de protection sociale conditionnés à l'inclusion bancaire (ex. : transferts sociaux numériques liés à l'ouverture de comptes).
6. **Renforcer la stabilité macroéconomique et institutionnelle** : les résultats montrent l'importance de la stabilité et du retour à l'équilibre après un choc. Ainsi, la RDC doit poursuivre les efforts de consolidation macroéconomique, renforcer la supervision bancaire et promouvoir un cadre institutionnel crédible pour asseoir une inclusion durable.

La présente recherche ouvre la voie à plusieurs prolongements. Premièrement, des enquêtes de terrain et études participatives auprès des bénéficiaires des IMF pourraient enrichir la compréhension des dynamiques microéconomiques de l'inclusion. Deuxièmement, le recours à des modèles plus élaborés (SVAR, NARDL, DSGE) offrirait une analyse plus fine des interactions non linéaires entre microfinance, inclusion et croissance. Enfin, une comparaison inter-pays dans la sous-région permettrait d'identifier les spécificités congolaises et d'enrichir la réflexion sur les politiques inclusives en Afrique centrale

Références bibliographiques

- Acemoglu, D., & Robinson, J. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.
- Andrianaivo, M., & Kpodar, K. (2011). ICT, financial inclusion, and growth: Evidence from African countries. IMF Working Paper, 11/73.
- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). *The economics of microfinance* (2nd ed.). MIT Press.
- Bateman, M., & Chang, H. J. (2012). Microfinance and the illusion of development: From hubris to nemesis in thirty years. *World Economic Review*, 1(1), 13–36.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2009). Financial institutions and markets across countries and over time. World Bank Policy Research Working Paper, 4943.
- Boyd, J. H., & De Nicoló, G. (2005). The theory of bank risk taking and competition revisited. *Journal of Finance*, 60(3), 1329–1343.
- Camara, N., & Tuesta, D. (2014). Measuring financial inclusion: A multidimensional index. BBVA Research Paper, 14/26.
- Coase, R. (1937). The nature of the firm. *Economica*, 4(16), 386–405.
- Cull, R., Demirgüç-Kunt, A., & Morduch, J. (2009). Microfinance meets the market. *Journal of Economic Perspectives*, 23(1), 167–192.
- Demirgüç-Kunt, A., & Klapper, L. (2018). Financial inclusion and inclusive growth: A review of recent empirical evidence. World Bank. Efobi, U., & Asongu, S. (2016). Financing inclusive development in Africa: New challenges and policy options. *African Development Review*, 28(S1), 22–31.
- Goldsmith, R. W. (1969). *Financial structure and development*. Yale University Press.
- Inoue, T., & Hamori, S. (2016). Financial access and economic growth: Evidence from African countries. *South African Journal of Economics*, 84(4), 590–605.
- Kabikissa, J. (2020). Inclusion financière et croissance économique en République du Congo: Une analyse ARDL. *Revue Congolaise d'Économie*, 12(2), 45–67.
- Kabongo, J. (2020). Financial inclusion in the Democratic Republic of Congo: Challenges and prospects. *African Journal of Economic Policy*, 27(1), 89–104.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance and growth: Schumpeter might be right. *Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717–737.
- Levine, R. (1997). Financial development and economic growth: Views and agenda. *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688–726.

- McKinnon, R. I. (1973). Money and capital in economic development. Brookings Institution.
- Mougani, G. (2012). An analysis of the impact of financial integration on economic activity and macroeconomic volatility in Africa. African Development Bank Working Paper, 144.
- Patrick, H. T. (1966). Financial development and economic growth in underdeveloped countries. *Economic Development and Cultural Change*, 14(2), 174–189.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.
- Quinn, D. (1997). The correlates of change in international financial regulation. *American Political Science Review*, 91(3), 531–551.
- Sarma, M. (2008). Index of financial inclusion. Indian Council for Research on International Economic Relations Working Paper, 215.
- Shaw, E. S. (1973). Financial deepening in economic development. Oxford University Press.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- Toda, H. Y., & Yamamoto, T. (1995). Statistical inference in vector autoregressions with possibly integrated processes. *Journal of Econometrics*, 66(1–2), 225–250.
- Wong, J. (2015). Financial inclusion and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of International Development*, 27(6), 947–970.
- Yunus, M. (2006). Banker to the poor: Micro-lending and the battle against world poverty. PublicAffairs.
- Zins, A., & Weill, L. (2016). The determinants of financial inclusion in Africa. *Review of Development Finance*, 6(1), 46–57.